

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
11 décembre 2024
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 11 décembre 2024, adressée à la Présidente
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Soudan
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, je vous écris pour vous faire part de notre profonde inquiétude concernant les violations de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale du Soudan par les Émirats arabes unis et la République du Tchad qui perdurent et ne font que s'intensifier. Au cours de la dernière semaine de novembre 2024, nous avons observé une intensification de l'utilisation de drones stratégiques de pointe et de munitions et un renforcement de la présence de mercenaires, qui rôdent autour des villes et des civils du Soudan, des actes d'agression odieux qui menacent gravement la paix et la stabilité du pays et de la région.

Les Forces armées soudanaises ont rassemblé et documenté des preuves irréfutables de ces violations, que vous trouverez jointes à la présente lettre afin que vous puissiez en prendre connaissance et agir en conséquence. Les éléments de preuve que nous possédons attestent du déploiement de drones et de matériel militaire de pointe, fournis par les Émirats arabes unis et le Tchad en vue de lancer des attaques délibérées et systématiques contre le territoire, les villes et les foyers de population du Soudan. Ces attaques ont causé des dégâts considérables et provoqué la mort tragique de milliers d'innocents. Il a par exemple été constaté que les aéroports tchadiens étaient utilisés pour le transport et l'exploitation de drones de combat, et que des entités des Émirats arabes unis participaient activement au financement et à la formation d'opérateurs chargés de mener à bien ces opérations hostiles. En outre, il existe des preuves crédibles indiquant que les Émirats arabes unis recrutent des mercenaires transrégionaux et les envoient au Soudan.

Alors que la milice des Forces d'appui rapide et des mercenaires étrangers mènent une guerre contre le peuple soudanais, les Émirats arabes unis continuent de lui apporter un soutien politique, médiatique, diplomatique et financier, outre la fourniture d'armes de pointe et le recrutement de mercenaires en provenance de différents États, notamment la Colombie. Les Émirats arabes unis ont adopté cette ligne de conduite abjecte lorsqu'ils étaient un membre non permanent du Conseil de sécurité, organe politique auquel la Charte des Nations Unies a conféré la responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité internationales, objectif primordial de l'Organisation. Les agissements des Émirats arabes unis constituent l'une des formes les plus flagrantes et les plus alarmantes d'une intervention illicite, à savoir une ingérence agressive portant atteinte à la souveraineté, à l'intégrité territoriale, à la liberté, à l'indépendance et à la prospérité de notre nation. Ils contreviennent également à la résolution [1591 \(2005\)](#) du Conseil, qui a fait pencher la balance du pouvoir militaire au Darfour en faveur de milices rebelles armées



comme les Forces d'appui rapide, et a affaibli la capacité militaire des forces armées, encourageant ainsi les groupes rebelles franchissant les frontières à fragiliser la sécurité et la stabilité. Les actes d'agression perpétrés par les Émirats arabes unis compromettent les normes stables du droit international coutumier et l'article 8 de la Charte de la Ligue des États arabes, selon lequel chaque État membre respecte les systèmes de gouvernement établis dans les autres États membres et les considère comme des préoccupations exclusives de ces États. Chacun s'engage à s'abstenir de tout acte visant à modifier les systèmes de gouvernement établis.

La guerre d'agression au Soudan se caractérise par une guerre de substitution conduite par les Émirats arabes unis, des mercenaires étrangers recrutés dans tout le Sahel et jusqu'en Colombie, des frappes de drones menées par la milice, ainsi que l'installation d'une piste d'atterrissage à Amdjarass, au Tchad.

Depuis le début de la guerre qui a éclaté au Soudan le 15 avril 2023, les Émirats arabes unis ont soutenu activement les Forces d'appui rapide, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies ce qui, en soi, constitue une preuve suffisante d'un acte d'agression contre le Soudan. L'alinéa g) de l'article 3 de l'annexe à la résolution [3314 \(XXIX\)](#) de l'Assemblée générale dispose que les actes suivants sont qualifiés d'acte d'agression : « l'envoi par un État, ou en son nom, de bandes armées, de groupes armés, d'irréguliers ou de mercenaires qui se livrent à des actes de force armée contre un autre État d'une gravité telle qu'ils équivalent aux actes énumérés ci-dessus, ou sa participation substantielle à ces actes ». De même, d'après le paragraphe 2 de l'article 5 de l'annexe à la résolution, « une guerre d'agression est un crime contre la paix internationale. L'agression donne lieu à responsabilité internationale ». Ainsi, les Émirats arabes unis ont commis un acte d'agression en envoyant au Soudan des bandes armées ou des mercenaires en provenance d'États de la région. Ils ont donc commis un crime contre la paix internationale.

La milice a mis à profit la zone frontalière tchado-centrafricaine et le Tchad a délibérément autorisé l'utilisation de son territoire dans le cadre de l'agression commise contre le Soudan. Cette situation est incompatible avec les principes de bon voisinage et les buts et principes de l'Union africaine, énoncés dans son Acte constitutif, dont l'alinéa b) de l'article 3, qui prévoit notamment que les objectifs de l'Union sont de défendre la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance de ses États membres et l'article 4, qui consacre le principe de non-ingérence d'un État membre dans les affaires intérieures d'un autre État membre.

La gravité, l'ampleur et les répercussions des actes d'agression et du recours illégal à la force, la destruction effroyable de vies humaines, d'infrastructures, d'ouvrages civils et publics, de marchés, de bâtiments, de lieux de culte, églises et sanctuaires, les interruptions de service, les vols de voitures, les pillages de banques, la destruction d'usines et d'hôpitaux, ainsi que les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre, le génocide, les violences sexuelles, les viols et la pénurie alimentaire sans précédent qui les accompagnent, sont autant de preuves de violations délibérées de la Charte des Nations Unies et de la paix et de la sécurité internationales.

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil de sécurité doit prendre les mesures nécessaires pour amener les Émirats arabes unis à s'abstenir immédiatement de parrainer et d'appuyer les Forces d'appui rapide et les mercenaires. La Charte des Nations Unies et en particulier le paragraphe 4 de son article 2 énonce un accord international établissant un cadre constitutionnel et politique qui garantit le droit de légitime défense individuelle et collective pour maintenir l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État. Elle prévoit que l'Organisation encourage la mise en place d'accords régionaux visant à défendre le territoire des États contre les agressions étrangères et à renforcer la coopération aux niveaux régional et international, comme indiqué à son article 51. L'État a également le droit de demander

l'assistance de tout autre État qui accepte de la lui accorder. Cet appel ne doit pas forcément s'inscrire dans le cadre de l'ordre de sécurité collective consacré par la Charte, sous réserve qu'une attaque armée se soit produite et que l'appel à l'assistance de l'État visé soit fait dans l'exercice du droit de légitime défense, pour mettre fin à un acte d'agression qui rompt la paix et porte atteinte à la sécurité régionale et internationale.

En utilisant les armes sophistiquées fournies par les Émirats arabes unis et en procédant à des frappes de drones incessantes, les Forces d'appui rapide menacent gravement la protection des civils et enfreignent de manière flagrante le droit international. Par leurs attaques de drones constantes et systématiques dirigées contre des centres civils, les Forces d'appui rapide, en tant que groupe terroriste suprémaciste raciste, menacent en permanence les civils non combattants, les soumettant à un cycle continu de violence, de transgressions et de meurtres arbitraires en série, enfreignant ainsi la résolution 2736 (2024) du Conseil de sécurité et provoquant une escalade et une intensification de la guerre d'agression.

Les frappes transfrontalières en provenance du Tchad se multiplient du fait de l'utilisation de drones hautement sophistiqués.

Dans sa résolution 1373 (2001), le Conseil de sécurité reconnaît que tout acte de terrorisme international donne droit à la légitime défense. Il appelle les États Membres à collaborer pour prévenir et réprimer les actes de terrorisme et à prendre les mesures nécessaires pour empêcher que des actes de terrorisme ne soient perpétrés.

Nous demandons au Conseil de sécurité de prendre les mesures suivantes :

- Dénoncer et condamner l'acte d'agression perpétré par les Émirats arabes unis contre le Soudan et son peuple, décrire clairement l'acte d'agression en tant que tel et exiger catégoriquement que les Émirats arabes unis s'abstiennent de s'ingérer dans les affaires intérieures du Soudan, mettent un terme immédiat au recrutement de mercenaires et cessent de fournir des fournitures, des provisions et un soutien militaire et logistique aux Forces d'appui rapide et aux milices alliées.
- Demander aux Émirats arabes unis, conformément aux principes du droit international relatifs à la responsabilité d'agents de l'État pour des faits internationalement illicites, de fournir des réparations et des dédommagements à la suite des pertes immenses occasionnées par les milices des Forces de soutien rapide et leurs attaques armées systématiques contre les civils et les infrastructures.
- Exhorter le Tchad à s'abstenir immédiatement de jouer un rôle actif dans ce schéma agressif, de fermer les yeux sur le recrutement de jeunes combattants sur son territoire pour renforcer l'effort de guerre de la milice des Forces d'appui rapide et d'autoriser l'utilisation de territoire pour le transit de mercenaires, l'accueil de combattants étrangers, l'hébergement de blessés, le transfert d'armes, de fournitures et de matériel militaire aux Forces d'appui rapide au Darfour et ailleurs, et à renforcer les forces conjointes pour protéger la frontière entre les deux pays.

Le Gouvernement soudanais condamne sans équivoque ces violations flagrantes du droit international, du droit international humanitaire et de la Charte des Nations Unies, ainsi que des principes de souveraineté et d'intégrité territoriale des États. Ces agissements constituent une menace directe à la fois pour le Soudan et pour l'ensemble de la région, et nécessitent une action immédiate et décisive de la part du Conseil de sécurité.

Le Gouvernement soudanais demande donc instamment au Conseil de sécurité de s'acquitter du mandat que lui confère la Charte des Nations Unies en condamnant les actes d'agression perpétrés par les Émirats arabes unis et le Tchad, qui constituent une guerre d'agression et une violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Soudan, ainsi que du droit international. Le Soudan implore le Conseil de prendre des mesures rapides et résolues pour empêcher de nouvelles hostilités et préserver la paix et l'ordre dans la région.

Le Gouvernement soudanais reste fermement déterminé à défendre sa souveraineté et à garantir la sécurité et le bien-être de son peuple. Conformément au droit international, le Soudan se réserve le droit total et légitime de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger ses intérêts nationaux, son intégrité territoriale et ses habitants. À cet égard, nous comptons que le Conseil de sécurité agira de manière décisive pour faire respecter les principes du droit international et empêcher de nouveaux actes d'agression contre la République du Soudan et son peuple.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire distribuer comme document du Conseil.

Le Représentant permanent,
(Signé) Al-Harith Idriss **Al-Harith**

Annexe à la lettre datée du 11 décembre 2024 adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par
le Représentant permanent du Soudan auprès de l'Organisation des Nations Unies

Republic of Sudan
Mistry of Defense



جمهورية السودان
وزارة الدفاع

Escalation and Direct Aggression by States Supporting the Terrorist Rebel Militia

Evidence of the Use of Suicide and
Strategic Drones

November 2024

1

Combat Quad copter Drone

- The militia started using this drone from the early days of the war.
- Abu Dhabi acquired these drones in 2015 through a contract with the Serbian company Yugoimport SDPR and the UAE Advanced Research and Technology Holding Company (EDGE, 2019).
- These drones are directly shipped from the UAE to the "Um Jars" airport in Chad and then delivered to the rebels.
- Experts from the UAE supervised the training of a large number of operators in the UAE and other locations in the states of Khartoum and Darfur.
- The UAE continues to supply the rebel militia with these drones consistently to this day.

A rotary-wing drone equipped with two Serbian-made 120mm mortar shells specifically designed for drones.



2

Intensifying conflicts in the region.

- In September 2021, Fly Sky Airlines, headquartered in the United Arab Emirates, conducted more than 50 cargo flights from the UAE to a neighbor country using an IL-76 cargo plane registered in Ukraine, caring this drone.
- Intelligence reports indicated that the same cargo company was used to transport military equipment to Haftar's forces in Libya

In 2021, the UAE supplied this drone to some neighboring countries and also deployed the same drone to escalate conflicts in Yemen and Libya.



An image of soldiers from neighboring countries training on the use of this drone.

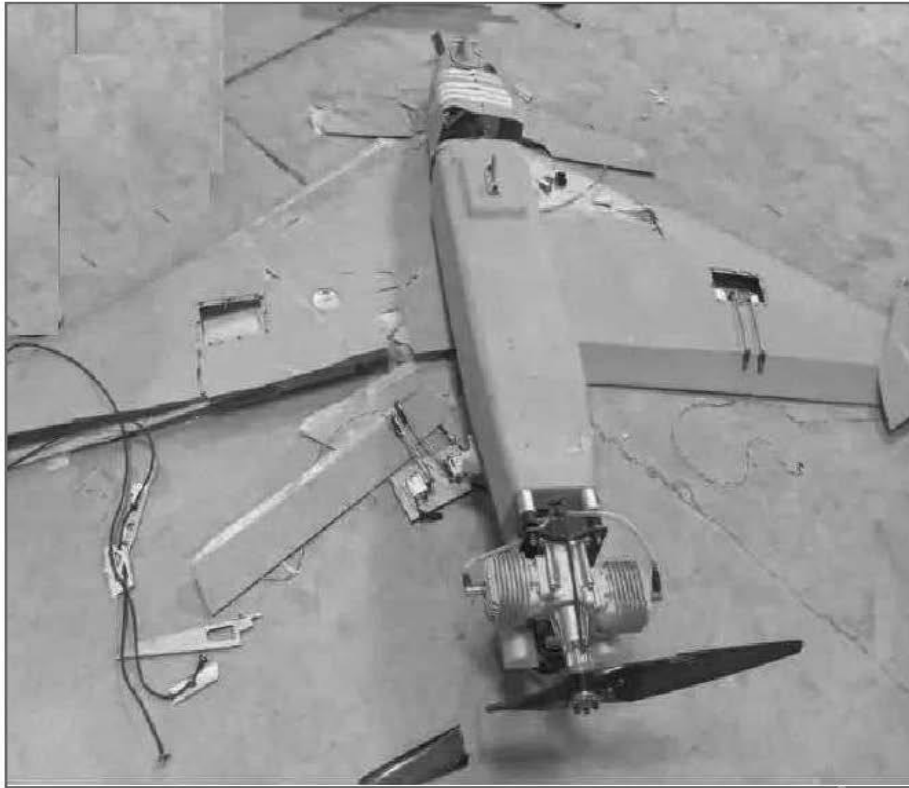
Downing enemy drones:

The Sudanese army successfully neutralized these drones entirely, downing them in various combat zones using advanced ground defenses and jamming systems.



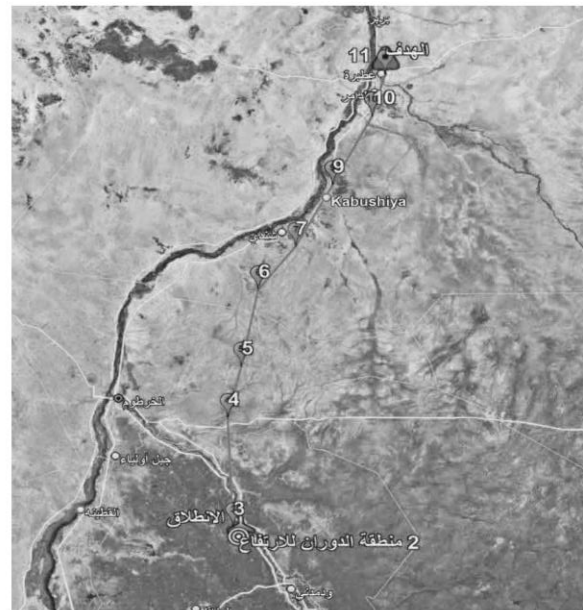
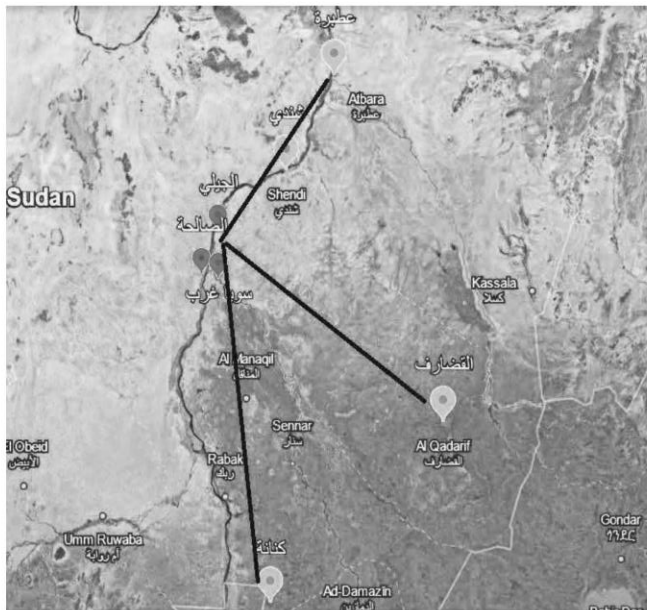
Suicide Drones - First Version:

- **Launch Method:** Launching from a speeding vehicle.
- **Wing Span:** 3 meters.
- **Maximum Range:** 400 kilometers.
- **Altitude:** 1,600 meters.
- **Explosive:** 120mm shell.



Neutralizing Launch Sites:

The armed forces successfully neutralized and struck all launch sites used by the rebel militia to execute their attacks on cities and safe locations.



Repeated Attacks and Limited Military Results:

Sudanese armed forces successfully dealt with all drone attacks, shooting them all down."

"These drones failed to achieve any field results for the enemy, instead killing large numbers of unarmed civilians.



The brutal killing of unarmed civilians in the village of Wad Al-Noura



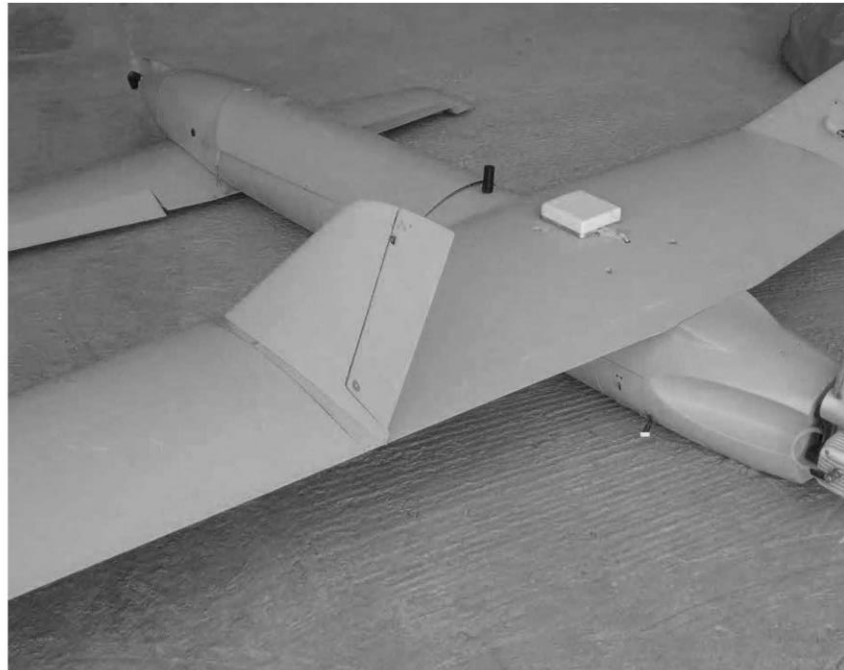
Atbara Attack – April 2, 2024



Gabit Attack - July 31, 2024

Suicide Drones - Second Version

- After the failure of the first version of the suicide drone, the UAE supplied the rebel militia with a new and advanced type of large suicide drones."
- "The UAE delivered large numbers of these drones to the rebels via Chad and into Sudanese borders through repeated shipments via the Adré border crossing."
- "Wing Span: 5.3 meters, Body Length: 3.2 meters."
- "Powered by a gasoline engine."
- "Carries 50 kilograms of explosives and is equipped with an anti-jamming device."



Attacks on Sudanese Cities

- The rebel militia shifted to using new locations in Kordofan to launch the new type of suicide drones.
- Recent attacks targeted the cities of Atbara, Shendi, Omdurman, and finally Merowe.
- All attacks failed to achieve their objectives due to the success of ground defenses and jamming systems in neutralizing and downing the drones.



Qualitative and Dangerous Development

- Following the major failure of the suicide drones to achieve their objectives and the lack of field results from their attacks, the militia and its supporters in the UAE and Chad began implementing the following plan:
 - 1- "Intensifying the use of suicide drones and targeting sites with large numbers of drones to increase the chance of hitting targets."
 - 2- "Introducing the use of large strategic drones, which use guided missiles and satellites to provide control and communication with ground stations."
- Indeed, starting last Sunday, November 24, 2024, the militia carried out its first attacks using strategic drones and targeted Omdurman with six missiles.
- The attack was carried out by a strategic drone launched from an airport in Chad.



Evidence and Material Findings:

- **Specialized teams of the Sudanese Armed Forces examined the wreckage and remnants of the attacks targeting our forces in various areas, including El Fasher.**
- **Based on this material evidence, we can confirm that these attacks were carried out using guided missiles carried by strategic drones.**
- **Reconstruction of the wreckage parts clearly revealed the type of missiles used.**
- **It is noteworthy that possessing such strategic drones is limited to states through agreements and contracts with ministries of defense.**



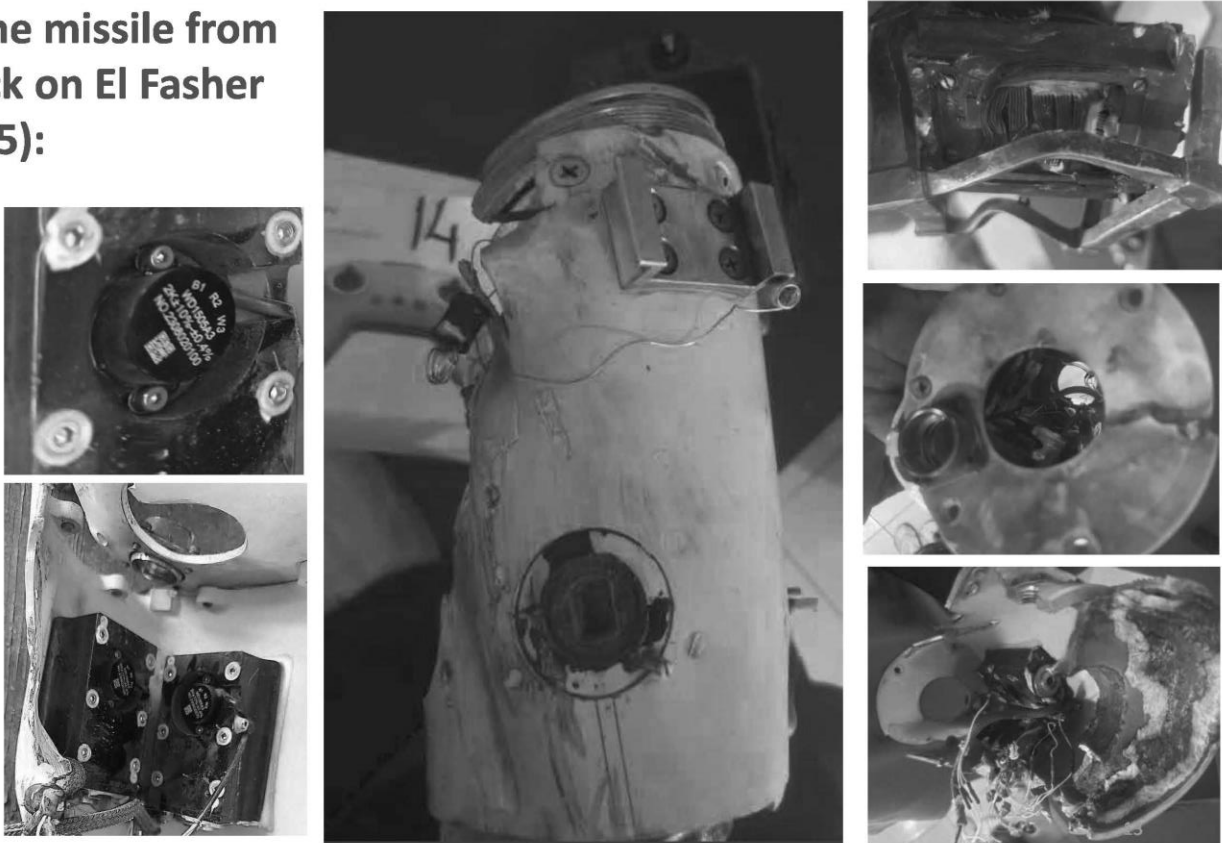
11

Missile Serial Numbers

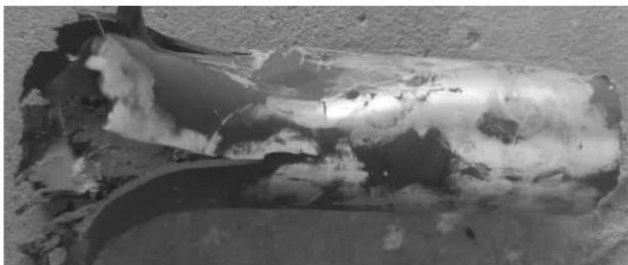
- The serial numbers on the missile bodies were documented, clearly identifying the type of drones and the entities to which they were sold.
- The serial numbers were compared with missile products owned by certain countries in the region, manufactured by major industrial nations.
- Technical investigations are ongoing to gather additional details.



**Remains of the missile from
the first attack on El Fasher
(November 25):**



Remains of the missile from the first attack on El Fasher (November 26):



Chad's Involvement in Launching Strategic Drones

- Intelligence information indicates the involvement of Chad, with the information confirming that the strategic drones that targeted military sites in Omdurman were launched from airports in Chad.
- By monitoring the activities at N'Djamena Airport through images from previous periods, we have determined that the airbase at N'Djamena Airport was free of drones until October 2024, indicating that these drones were recently brought in during this month.



Activity at N'Djamena Airport:

- It is also noted that the N'Djamena Airport base was free of any activity in April 2024, with no movements of drones or ground control systems being detected.



Activity at N'Djamena Airport:

- On November 9th, another drone of the TAI Anka model was detected, as part of the military base activity at N'Djamena Airport for launching attacks on Sudanese territory.



Activity at N'Djamena Airport:

- On November 17th, a drone of the Aksungur model was detected, and on November 21st, the same aircraft was observed in a different position, indicating its ongoing activity.



Activity at N'Djamena Airport:

- A drone of the Aksungur model was detected on November 21st, and the same aircraft was observed in a different position, indicating its ongoing activity.



The rebels' supporters continue to supply.

- Supporters of the militia rebellion in Chad and the United Arab Emirates continue their ongoing air bridge since the beginning of the war to supply the rebel forces with new and advanced types of strategic drones.
- On Friday, November 30, the joint forces managed to seize several strategic drones equipped with guided missiles, as part of new shipments of artillery and suicide drone platforms.

